

Des faits plutôt que des mythes n°27 / 13 avril 2016

Retour en toute sécurité en Afghanistan?

par Anne-Kathrin Glatz, experte en analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Au vu du nombre croissant de requérant-e-s d'asile provenant du Moyen-Orient, l'Europe cherche à faire croire que le retour dans certains pays d'origine, dont l'Afghanistan, n'implique pas de dangers pour les personnes concernées. Les différents pays européens ont donc pris diverses mesures visant à empêcher à tout prix l'arrivée sur leur territoire des personnes en quête de protection, dont celles d'origine afghane. Parmi les mesures prises figure l'[accord UE-Turquie](#) (également contesté pour d'autres raisons). Cet accord prévoit le [transfert](#) des personnes en quête de protection d'origine syrienne uniquement, de la Turquie vers l'Europe, en excluant les personnes provenant d'Afghanistan et d'autres pays. En outre, selon *Amnesty International*, la [Turquie](#) arrête depuis quelques mois des ressortissant-e-s afghan-e-s en route vers l'Europe et les emprisonne dans le camp de refoulement d'[Erzurum](#) cofinancé par l'UE. La Turquie les renvoie ensuite en Afghanistan sans aucune possibilité d'accès à une procédure de demande d'asile équitable.

Les campagnes de dissuasion lancées par l'[Allemagne](#), l'[Autriche](#) et la [Norvège](#) en Afghanistan soulignent les règles restrictives concernant l'octroi de l'asile dans ces pays d'accueil. Les motifs de fuite, comme par exemple la dégradation notable des [conditions de sécurité](#) depuis début 2015 ou encore [la situation en matière de droits humains](#), sont de plus en plus souvent ignorées ou sous-estimées dans ce contexte.

La population civile de plus en plus menacée

Difficile de parler d'amélioration des conditions de sécurité sur place. Bien au contraire: en 2015, avec 3545 morts et 7457 blessés, le nombre de victimes civiles suite à la guerre et aux violences [n'a jamais été aussi élevé](#) depuis 2009 selon l'*United Nations Assistance Mission in Afghanistan* (UNAMA). Alors qu'au cours des années précédentes, les violences s'étaient atténuées pendant l'hiver, les attaques et combats [ont continué à faire rage](#) pendant l'hiver 2015/16 et devraient encore s'intensifier au début de l'offensive printanière à venir, orchestrée par les Talibans.

Le [sud et le sud-est](#) du pays ne sont pas les seuls à souffrir de cette guerre et de ces violences. Le nord et le nord-est, jusqu'à présent touchés dans une moindre mesure ne sont désormais plus épargnés. Fin 2015, on comptait [plus d'un million de personnes déplacées à l'interne](#) de l'Afghanistan. Un tiers de ces personnes avait fui durant l'année 2015. En comparaison avec les années précédentes, les violences se sont également intensifiées dans la capitale de [Kaboul](#) depuis le début de l'année 2015. Dès lors, l'affirmation de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), selon laquelle 125 Afghanes et Afghans qui ont quitté l'Allemagne pour retourner de leur «plein gré» en Afghanistan seraient arrivés en toute [«sécurité»](#) à Kaboul, paraît bien cynique.

Des groupes armés élargissent leurs activités

En Afghanistan, [de nombreux groupes armés](#), dont notamment les Talibans ou encore depuis peu la milice terroriste de l'Etat islamique (EI), se battent contre les forces de sécurité

nationales et leurs sympathisants, parfois également les [uns contre les autres](#). Aujourd'hui, les [Talibans](#) opèrent sur de larges étendues du pays. En 2015, ils ont ainsi réussi à prendre le contrôle partiel sur 24 centres de district et même sur la capitale provinciale de Kunduz. La milice terroriste quant à elle contrôle de grandes parties de la province de Nangarhar.

A Kaboul et dans d'autres villes, des troupes armées lancent des attaques dont les victimes sont entre autres des civils. Le 7 août 2015 par exemple, 42 civils sont morts et 313 ont été blessés lors de [deux attaques](#) perpétrées à Kaboul. La situation dans la ville de [Mazar-i-Sharif](#) s'est également [dégradée](#) depuis le retrait des troupes de lutte armée nationales fin 2014. De nombreuses routes principales du pays sont aujourd'hui la cible de [luttés, d'attaques, de blocages ou d'enlèvements](#).

L'Etat n'est pas en mesure de protéger la population civile

Les Afghanes et les Afghans ne peuvent pas compter sur la protection de l'Etat. Dans un rapport interne de janvier 2016, l'[OTAN](#) désigne l'armée afghane comme étant quasi non opérationnelle. Malgré leur mission «*Resolute Support*» qui se limite depuis janvier 2015 à du conseil et de la formation, les forces militaires internationales continuent de [participer activement aux combats](#). Avec les forces de sécurité afghanes, elles ont intensifié leurs [offensives](#) contre les Talibans et d'autres groupes et sont également responsables d'un nombre croissant de victimes civiles. Ainsi par exemple, une attaque des forces aériennes américaines sur l'[hôpital de Kunduz](#) dirigé par l'organisation [Médecins sans frontières](#) a fait 30 victimes parmi les employés et les patient-e-s début octobre 2015.

Très inquiétant est également le point suivant: dans les régions dans lesquelles les forces de sécurité afghanes ne sont que peu présentes, le gouvernement a créé en 2015 des [milices](#) dans 23 districts de dix provinces pour renforcer sa «stratégie de soutien du soulèvement national» («National Uprising Support Strategy»). Il n'existe pas de cadre légal à la présence de ces milices et leurs membres, qui sont quelquefois d'anciens membres des groupes armés de l'opposition, n'ont pas été formés aux principes fondamentaux du droit humanitaire, des droits de l'Homme ou encore du droit afghan. Il est prévu que ces groupes de «soulèvement national» fusionnent à l'avenir avec l'[Afghan Local Police](#) connue pour son non-respect des droits humains.

Pour toutes ces raisons, un retour en toute sécurité en Afghanistan n'est pas assuré.